



La religion à l'école, la religiosité des jeunes et les processus de différenciation dans une Suisse plurielle

Résultats d'une sélection de projets du Programme national de recherche «Collectivités religieuses, Etat et société» (PNR 58)

FNSNF

FONDS NATIONAL SUISSE
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Table des matières

5 Avant-propos du professeur Christoph Boehinger

Partie I: enseignement public sur les religions

6 Le cours de l'Etat sur les religions a besoin d'un profil clair
8 Comparaison des cantons étudiés
9 Interview d'Ansgar Jödicke
12 Peu d'opposition dans la population
13 Communautés religieuses: de la collaboration au désintérêt
15 Interview de Christoph Mylaeus sur le Lehrplan 21

Partie II: différenciations entre jeunes

16 Exclusion sociale à cause de la religion et l'ethnicité
18 L'exclusion sociale est peu conscientisée
20 Interview de la professeure Janine Dahinden
22 La religion comme aide dans les situations difficiles

Partie III: l'identité et la religiosité des jeunes

24 Construire son identité est aujourd'hui plus complexe
27 La majorité des jeunes croit en quelque chose de divin
29 Les jeunes sont ouverts à l'égard des autres religions
30 Interview de la chercheuse Sabine Zehnder

Partie IV: jeunesse, religion et migration

34 Les jeunes et la religion, une nouvelle relation
36 Les enfants d'immigrés se cherchent une appartenance
39 Le succès dans la formation et le travail est primordial
40 Soutenir les jeunes de manière ciblée

42 Impressum



15.06.2011, Bulle. Des élèves de première année du Cycle d'orientation de La Tour-de-Trême autour de la Bible que des générations précédentes ont écrite à la main. (© Mélanie Rouiller)

Avant-propos La discrimination malgré une attitude ouverte

Comment les jeunes apprivoisent-ils la diversité religieuse de la Suisse? Plusieurs groupes du Programme national de recherche «Collectivités religieuses, Etat et société» (PNR 58) ont traité cette question.

La plupart des jeunes sont ouverts à d'autres religions. Pour eux, la religion joue un rôle plutôt secondaire. Le groupe de recherche des professeurs Christoph Morgenthaler et Christoph Kämpfer a toutefois observé de grandes différences entre les jeunes. C'est ainsi que la tolérance à l'égard des autres religions est plus grande à la ville qu'à la campagne. Ou que les jeunes croyants sont, selon les chercheurs, beaucoup plus favorables que leurs camarades non croyants à l'idée d'accorder des droits aux autres collectivités religieuses.

Bien que la plupart des jeunes affirment percevoir positivement une société plurielle, l'appartenance religieuse est souvent source de discrimination au quotidien. Cela concerne surtout les musulmanes et les musulmans, comme l'atteste le groupe de recherche de la professeure Janine Dahinden. Les jeunes font alors souvent référence à la place des femmes dans l'islam pour se différencier de leurs camarades musulmans.

Les jeunes utilisent diverses stratégies pour appartenir au monde qui les entoure. Les nombreuses interviews menées par le groupe de recherche du professeur Christian Giordano montrent comment les jeunes réinterprètent les préceptes religieux. Ils cherchent un moyen individuel et créatif pour se sentir appartenir aussi bien à la Suisse qu'à la religion et à la culture de leur pays d'origine.

La diversité religieuse confère à l'école une tâche importante. De nombreux cantons ont ainsi introduit un enseignement public des religions, qui est obligatoire et dépasse les confessions, dans l'idée de thématiser les différences culturelles. Mais pour Ansgar Jödicke et son équipe de recherche, cet enseignement doit avoir un profil clair, s'il ne veut pas cristalliser des intérêts divergents et prêter le flanc aux voix critiques.

Plusieurs projets du PNR 58 montrent qu'il est nécessaire de transmettre plus d'informations sur les collectivités religieuses non seulement à l'école mais aussi sur d'autres plateformes. Ces connaissances doivent garantir une meilleure compréhension mutuelle.

Professeur Christoph Bochsinger, président du comité de direction du PNR 58

Partie I: enseignement public sur les religions

L'essentiel

Le cours de l'Etat sur les religions a besoin d'un profil clair

Dans de nombreux cantons suisses, c'est l'Etat qui dispense aujourd'hui ses propres cours sur les religions. Il entend par là tenir compte de la pluralité religieuse croissante de la société. Selon le groupe de recherche du PNR 58, pour introduire sans heurt dans l'enseignement régulier des cours sur les religions pilotés par l'Etat, il faut que ceux-ci répondent à un profil clairement défini et soient donnés par des enseignants formés à cette fin.

Il y a quelques années, l'enseignement sur les religions dans les écoles suisses relevait de la compétence des Eglises nationales. Aujourd'hui, c'est l'Etat qui est responsable de ces cours dans bon nombre de cantons. Alors que l'instruction religieuse prodiguée par les Eglises nationales était facultative, le cours de l'Etat est obligatoire au degré secondaire pendant au moins une année dans plusieurs cantons. Selon les chercheurs du PNR 58, des problèmes juridiques peuvent se poser à cause du caractère obligatoire du cours, même si l'enseignement public se fonde sur une base non religieuse et qu'en plus du christianisme il traite d'autres religions et des thèmes comme l'éthique, la culture ou la société (voir page 9).

Comme le montre le projet du PNR 58, les cantons qui ont introduit un cours public sur les religions n'ont pas rencontré de résistance majeure de la part de la population lors de sa mise en œuvre. De l'avis des chercheurs, cela provient du fait que la réforme de l'enseignement religieux correspond au changement d'attitude d'une large part de la population par rapport à la religion. Deux groupes se montrent toutefois sceptiques face au cours de l'Etat: d'une part ceux qui estiment qu'il menace la liberté religieuse, et d'autre part certaines communautés religieuses qui demandent de pouvoir participer à l'enseignement donné dans les écoles publiques (voir p. 12 et 13).

Une introduction sans heurt. L'enseignement de l'Etat sur les religions doit répondre à de nombreuses attentes, comme transmettre des connaissances sur les différentes religions tout en traitant de thématiques de la vie importantes. Selon les chercheurs, pour éviter que ce cours ne devienne un ramassis d'intérêts divergents et ne prête ainsi le flanc à la critique, il doit être doté d'une didactique professionnelle et d'un profil clair formulant précisément ses objectifs. Les enseignants issus de l'instruction religieuse peuvent continuer à donner des leçons pour autant qu'ils

suivent une formation continue. Enfin, les chercheurs jugent important de concevoir le cours de telle sorte que les communautés religieuses puissent le soutenir au maximum. Car même si l'enseignement n'est pas religieux, il touche directement les intérêts de ces communautés.

Certains modèles d'enseignement obligent à choisir entre un cours proposé par l'Etat ou l'instruction religieuse traditionnelle. Dans ces cas il est difficile, disent les scientifiques, de donner un profil clair au cours public, puisque le choix met sur le même plan deux formes d'enseignement différentes. Les élèves devraient pouvoir choisir le cours dispensé par les Eglises sur une base volontaire, à titre d'offre complémentaire. Pour prévenir les malentendus et les craintes, le groupe de recherche recommande aux autorités compétentes d'informer le public sur les buts, les contenus et les méthodes qui caractérisent l'enseignement public.

Projet de recherche «Les cours de religion à l'école publique»

Les chercheurs ont analysé, sur la base de plus d'une centaine d'interviews, l'importance sociale que les personnes interrogées accordent à l'enseignement sur les religions. Ils ont aussi examiné la répartition des tâches entre l'école et les communautés religieuses. L'étude se concentre sur les cantons d'Argovie, de Fribourg, de Neuchâtel, du Tessin, de Vaud et de Zurich, qui ont introduit entièrement ou à titre d'essai le cours public. Les chercheurs ont interrogé les responsables des départements cantonaux de l'instruction publique, des représentants de communautés religieuses officiellement reconnues ou non, ainsi que plusieurs enseignants.

Direction: Dr Ansgar Jödicke, Université de Fribourg

Collaboration: Andrea Rota, Université de Fribourg

Contact: ansgar.joedicke@unifr.ch

Rapport final: www.pnr.58.ch → Projets → Les jeunes, l'école et la religion

Comparaison des cantons étudiés

Le groupe de recherche a étudié l'état de la situation dans six cantons offrant un enseignement public des religions.

Les cantons observés dans le cadre de l'étude sur l'enseignement public des religions – Argovie, Fribourg, Neuchâtel, Tessin, Vaud et Zurich – ont introduit un cours public des religions totalement ou en partie. Sauf dans le canton de Vaud, il a lieu exclusivement au niveau secondaire. Les thèmes abordés vont des religions à l'éthique en passant par la culture. Le Tessin expérimente deux types d'enseignement distincts: les écoles proposent soit un enseignement public soit l'obligation de choisir entre un cours public ou religieux (voir tableau).

Canton	Désignation	Année scolaire	Réforme	Mode
Argovie	Ethique et religions	De la 7 ^e à la 9 ^e année	2005	Deux premières années obligatoires, ensuite branche à option
Fribourg	Ethique et cultures religieuses	De la 7 ^e à la 9 ^e année	2005	Choix entre le cours dispensé par l'Etat ou celui des Eglises en 7 ^e et 8 ^e années. Obligatoire en 9 ^e année.
Neuchâtel	Enseignement des cultures religieuses et humanistes	De la 7 ^e à la 9 ^e année	2003	Module intégré à la branche histoire
Tessin	Storia delle religioni (cours mis à l'essai)	De la 7 ^e à la 9 ^e année	En cours	Deux modèles sont testés: <ol style="list-style-type: none"> 1. Cours dispensé par l'Etat (storia delle religioni) 2. Choix entre l'enseignement donné par l'Etat (storia delle religioni) et celui des Eglises (istruzione religiosa scolastica)
Vaud	Histoire biblique – cultures religieuses	De la 5 ^e à la 9 ^e année	En cours	Obligatoire en 5 ^e et 6 ^e années avec possibilité de se désinscrire, puis journées à thèmes
Zurich	Religion et culture	De la 7 ^e à la 9 ^e année	2007	Obligatoire

«La liberté religieuse est un domaine sensible»

L'enseignement public sur les religions touche à des domaines sensibles du droit religieux, comme la liberté de religion. Quelle forme doit revêtir cet enseignement chapeauté par l'Etat pour prévenir les conflits de droit religieux? Quels contenus peut-il et est-il autorisé à transmettre? Ansgar Jödicke, directeur du projet de recherche du PNR 58, répond à ces questions.

Ansgar Jödicke, quels sont les domaines du droit religieux touchés par le cours de l'Etat sur les religions?

Cela concerne avant tout la liberté de religion. L'enseignement public sur les religions est obligatoire dans de nombreux cantons. Dans ces cas, l'Etat astreint les élèves à suivre un cours portant sur la religion. Pourtant, l'article 15 de la Constitution fédérale stipule que personne n'a le droit d'être forcé à fréquenter un enseignement religieux. C'est donc une source de conflit potentiel.

Comment les autorités peuvent-elle éviter ce conflit?

Ce n'est pas la même chose de parler de sujets religieux dans le cadre de l'école publique ou de dispenser une instruction religieuse en tant que telle. Le cours obligatoire de l'Etat doit en tous les cas avoir un ancrage non religieux. Mais tôt ou tard, les tribunaux devront probablement prendre position.

Quelles autres difficultés pourraient survenir?

Jusqu'à présent, les cours abordant la religion dans le cadre de l'école publique n'ont suscité presque aucun débat dans la population. La religion représente un domaine sensible de la société, vis-à-vis duquel différentes communautés religieuses mais aussi des citoyennes et des citoyens non religieux ont des attentes. Il est donc possible que le cours de l'Etat sur les religions fasse soudainement l'objet d'un débat public et se retrouve tiraillé entre des intérêts divergents.

Quelle direction faut-il donner à ce cours afin d'éviter les problèmes évoqués?

Il est difficile de recommander une direction précise. Les cantons doivent tenir compte de leurs composantes historiques et juridiques.

Autrement dit: quelles sont les orientations possibles?

Je peux mentionner quelques exemples: l'enseignement peut soit mettre l'accent sur des points théologiques importants, soit s'orienter vers des questions éthiques

et morales. Dans certaines écoles, l'enseignement public sur les religions est devenu une leçon de discussion libre sur le fonctionnement de la classe. Il est important de fixer clairement à l'interne et à l'externe la façon dont on entend aborder le thème de la religion, puis de communiquer ces décisions.

Quels conflits potentiels peuvent occasionner les contenus du cours?

Les contenus enseignés risquent de créer des controverses uniquement de façon superficielle. Auparavant déjà, lorsque les Eglises étaient en charge de l'enseignement religieux, elles abordaient d'autres religions que le christianisme. Ce qui peut prêter matière à conflit, c'est le poids accordé au christianisme. Je ne vois toutefois pas de gros problèmes à ce que celui-ci prenne plus de place, notamment pour des raisons culturelles. Par contre, ce sera plus compliqué lorsqu'il s'agira de déterminer le profil didactique et la vocation du cours.

Pourquoi est-il si difficile de définir sa vocation?

Le public a souvent trop d'attentes différentes par rapport à l'instruction publique. Il est impossible de transmettre des connaissances de base sur toutes les religions tout en discutant de sujets de vie importants et du développement personnel d'adolescents dans le cadre d'un cours qui comprend en général deux à trois heures hebdomadaires au maximum. C'est un problème de temps, mais aussi de conception: l'éthique et la morale requièrent un tout autre concept que l'histoire et l'étude des cultures. Comme les attentes sont si différentes, l'interprétation sociopolitique de l'enseignement est encore ouverte. Pour réussir, le cours de l'Etat sur les religions devrait se diriger vers des objectifs limités.



15.06.2011, Bulle. Une élève pendant le cours d'instruction religieuse catholique du Cycle d'orientation de La Tour-de-Trême. (© Mélanie Rouiller)

Partisans et opposants

Peu d'opposition dans la population

Il n'existe aucune opposition fondamentale contre le cours public sur les religions dans les cantons qui l'ont introduit. Certains groupes aux opinions fortement religieuses ou antireligieuses le rejettent pourtant.

L'enseignement de l'Etat sur le thème de la religion est explicitement non religieux. Il tient ainsi compte des différentes tendances de la population suisse en matière de religiosité. C'est pourquoi son introduction s'est déroulée sans problème dans la plupart des cantons. Toutefois, cela ne doit pas masquer le fait que le cours sur les religions dispensé par l'Etat a aussi des opposants résolus.

Des réticences différentes. Ce sont surtout des groupes aux convictions fortement religieuses ou antireligieuses qui rejettent l'enseignement public sur les religions. Leurs motifs sont fondamentalement différents. Pour les associations de libres penseurs, cet enseignement menace la liberté de religion. Les groupements à tendance évangélique, eux, le considèrent comme une ingérence dans l'éducation dispensée par les parents. Par ailleurs, certains représentants de minorités, non chrétiennes en particulier, craignent que des contenus religieux chrétiens puissent être transmis sous couvert d'enseignement public.

Entretenir des valeurs communes. Les tenants de l'enseignement piloté par l'Etat, par exemple les responsables dans les cantons qui dispensent un tel cours sur les religions, avancent deux arguments. Premièrement, ils estiment que l'enseignement étatique fait écho à la diversité religieuse de la Suisse et traite des différences culturelles. Deuxièmement, le cours transmet des connaissances de base sur les religions, et ce également à la partie de la population qui s'est distancée des églises chrétiennes et de la religion. Les partisans jugent en outre que ce cours peut empêcher que la culture et les valeurs communes ne se perdent en raison de la diversité religieuse et de la sécularisation de la société suisse.

Le rôle des collectivités religieuses

De la collaboration au désintérêt

L'influence des Eglises nationales sur l'enseignement des religions diminue. Les Eglises, tout comme d'autres collectivités religieuses, expriment donc des souhaits différents à l'égard des autorités et des écoles.

Les Eglises nationales ne participent souvent plus aux processus décisionnels concernant l'enseignement sur les religions dans les écoles. Dans certains cantons, elles peuvent toutefois encore proposer leur propre cours.

Lutte de privilèges. En raison de cette évolution, les discussions politiques quant à l'enseignement public sur les religions se sont en partie transformées en une lutte de privilèges: les Eglises nationales défendent leur influence là où elle subsiste encore; les représentants de minorités religieuses réclament eux aussi, en parallèle, d'avoir accès à l'école.

Les raisons qui sous-tendent le désir de participer à l'enseignement religieux dans les écoles publiques divergent fortement. Certains représentants des Eglises nationales demandent de pouvoir collaborer à l'enseignement car ils se considèrent comme des références en matière de religion. Selon eux, l'éducation religieuse doit contribuer à l'éducation scolaire. Quelques collectivités religieuses, chrétiennes ou non, désirent participer à l'enseignement public sur les religions par crainte que des demi-vérités ou des stéréotypes négatifs n'y soient répandus.

Plusieurs collectivités religieuses minoritaires souhaitent pouvoir dispenser leurs propres cours dans les écoles publiques en signe d'intégration sociale. De nombreuses minorités religieuses ne s'intéressent en revanche pas aux activités scolaires sur la religion.

Prendre en compte les collectivités religieuses. Pour introduire sans heurt un enseignement sur les religions public, le groupe de recherche recommande de prendre en compte dans le processus politique les collectivités religieuses intéressées. Par ailleurs, les chercheurs conseillent de mettre à la disposition des Eglises nationales et d'autres collectivités religieuses des salles pour qu'elles puissent y dispenser leur propre enseignement religieux. Cette mesure tend à favoriser le consensus politique. Les communautés musulmanes surtout, mais aussi les groupements orthodoxes parfois, devraient être intéressés par une telle possibilité, estiment les chercheurs.



15.06.2011, Bulle. L'enseignante Delphine Pitteloud avec les livres pour le cours d'instruction religieuse catholique du Cycle d'orientation de La Tour-de-Trême. (© Mélanie Rouiller)

Interview de Christoph Mylaeus sur le Lehrplan 21 La formation du personnel enseignant est un défi

Les cantons suisses alémaniques élaborent en ce moment un plan d'études commun pour l'école publique, le Lehrplan 21. Celui-ci prévoit d'introduire dans tous les cantons un cours sur les religions dispensé par l'Etat. Christoph Mylaeus, président de la Conférence des directeurs de l'instruction publique de la Suisse alémanique (D-EDK), évoque dans cet entretien les défis à relever.

Christoph Mylaeus, l'enseignement public sur les religions dans le Lehrplan 21 constitue-t-il un défi de taille?

C'est un défi parmi d'autres, et ce pour différentes raisons. Le sujet fondamental, celui concernant les contenus, est déjà extrêmement sensible. L'étude du PNR 58 montre très bien que l'enseignement piloté par l'Etat doit être conçu de telle sorte que les enfants de toutes confessions puissent y prendre part. Si nous y parvenons, bon nombre d'autres problèmes se résoudront d'eux-mêmes, comme par exemple la question de la dispense.

Comment garantir un cours public non religieux?

La formation du personnel enseignant représente un enjeu majeur. Il est possible que ce soit surtout des enseignants avec des convictions religieuses qui s'intéressent à cette branche; les personnes plus distantes de la religion ne souhaiteront peut-être pas l'enseigner. Nous n'avons pas encore arrêté notre façon de procéder en la matière.

Existe-t-il des enjeux sur le plan politique?

Les thématiques liées à l'éducation font de plus en plus l'objet de discussions idéologiques auprès des politiques. Si le cours de l'Etat sur les religions suscite un débat dans l'arène politique, nous avons de bons arguments. Par exemple, l'école a pour devoir de transmettre des connaissances culturelles, afin que nos enfants puissent s'y retrouver.

Dans le Lehrplan 21, que faites-vous des intérêts des collectivités religieuses?

Le Lehrplan 21 est élaboré par des groupes spécialisés. Le groupe chargé de l'enseignement sur les religions réunit des experts qui donnent des cours de didactique religieuse dans les hautes écoles pédagogiques. Ils apportent la perspective des collectivités religieuses. Dans le cadre de la consultation de 2013, les collectivités religieuses pourront nous faire part de leurs demandes. Enfin, les cantons reprendront la discussion avec les collectivités religieuses lorsque le cours public sur les religions sera élaboré concrètement.

Partie II: différenciations entre jeunes

L'essentiel

Exclusion sociale à cause de la religion et l'ethnicité

La religion et l'origine jouent un rôle de différenciation important chez les jeunes. Les personnes des Balkans et celles de confession musulmane sont particulièrement concernées par de tels processus de différenciation.

La religion et l'ethnicité peuvent constituer d'importants critères de différenciation parmi les jeunes. Les musulmans en particulier, ainsi que les albanophones et les jeunes des Balkans, font l'objet de forts processus de différenciation, comme le montrent les résultats du projet du PNR 58 sur la base d'enquêtes menées dans les cantons de Neuchâtel et de Lucerne (voir encadré). Les jeunes d'une autre origine sont moins touchés par ces processus. Les propos d'une Suissesse, élève dans une école professionnelle, en témoignent: «J'ai des réserves vis-à-vis de la culture albanaise et n'aimerais pas sortir avec un Albanais. Il n'y aurait pas de souci avec d'autres étrangers, allemands, italiens ou portugais.»

«J'ai des réserves vis-à-vis de la culture albanaise et n'aimerais pas sortir avec un Albanais. Il n'y aurait pas de souci avec d'autres étrangers, allemands, italiens ou portugais.»

Luisa, 18 ans, Suissesse (le groupe de recherche a changé le nom)

Les jeunes, tant qu'ils n'appartiennent pas à une minorité religieuse ou albanophone, font la distinction entre eux et «les autres», au quotidien mais aussi dans les interviews avec les chercheurs. Une manière pour eux de se distinguer et qui mène à une différenciation claire, hiérarchise ces deux groupes et dévalorise «les autres» moralement. Lors du processus de différenciation, les jeunes de la majorité utilisent souvent des critères qui sont directement reliés à la pratique religieuse ou aux représentations qu'ils s'en font: liberté et autonomie dans la religion, laïcité et sécularisation ainsi qu'une pratique moderne de la religion. Tandis que les jeunes de la majorité considèrent ces critères comme allant de soi dans le christianisme, ils établissent un lien entre «les autres» – les jeunes albanophones et musulmans – et une religion contraignante, restrictive, ostentatoire et fondamentaliste.

Les jeunes de la majorité consolident ces trois critères avec un élément relatif au genre: ils font référence au fait que chez les Suissesses et les Suisses l'égalité des sexes est répandue, tandis que chez les musulmanes et les musulmans et chez les albanophones c'est l'inégalité qui domine.

Frontières consolidées. Les jeunes musulmans et albanophones repoussent souvent ces différenciations, dans les interviews avec les chercheurs et en classe, et rétorquent par exemple que tous les Albanais n'oppriment pas leurs femmes et que tous les Suisses ne respectent pas l'égalité des genres. Cependant, ils ne peuvent pas remettre fondamentalement en question cette ligne de démarcation claire et établie, car ils ne trouvent pas d'écho à leurs revendications et ils n'ont pas l'intention de rendre cette frontière floue. C'est pourquoi les jeunes de la minorité développent d'autres stratégies pour gérer cette différenciation. Ils essaient par exemple d'inverser l'interprétation de la relation de pouvoir entre eux et les Suissesses et les Suisses. Les Albanaises et les Albanais du Kosovo affirment par exemple qu'ils profitent volontairement de moins de liberté sexuelle et qu'ils défendent de telles valeurs car elles garantissent la stabilité dans la vie de famille et le mariage. Les Suissesses et les Suisses, au contraire, divorcent souvent ce qui est considéré comme immoral. Certains jeunes musulmans essaient aussi de se placer du «bon» côté de la frontière. Ils mettent en avant par exemple leurs points communs avec le christianisme ou ils se distancient de leur propre groupe ethnique.

Projet de recherche «Religion et ethnicité: étude des jeunes adultes»

Le groupe de recherche a interrogé et observé des jeunes entre 16 et 21 ans dans les cantons de Neuchâtel et de Lucerne. Les membres du groupe ont interviewé 800 jeunes par téléphone. Ils ont aussi observé le déroulement des cours et des pauses dans neuf lycées et écoles professionnelles. De plus, ils ont mené dans chaque classe une discussion de groupe sur le thème de la religion.

Direction: Prof. Janine Dahinden, Université de Neuchâtel; Prof. Karenina Kollmar-Paulenz, Prof. Doris Wastl-Walter, Université de Berne

Collaboration: Kerstin Duemmler, Joëlle Moret, Université de Neuchâtel

Contact: janine.dahinden@unine.ch

Rapport final: www.pnr.58.ch → Projets → Les jeunes, l'école et la religion

Processus de différenciation à l'école L'exclusion sociale est peu conscientisée

Pour rendre les jeunes attentifs aux processus de différenciation sociale et à leurs implications, le groupe de recherche du PNR 58 juge opportun d'aborder en classe des sujets comme la xénophobie ou la discrimination. Il recommande avant tout de thématiser les implications sociales du racisme.

Comme le montre le PNR 58, le personnel enseignant et les directrices et directeurs des écoles suisses perçoivent de façon très différente la diversité ethnique et religieuse de leurs élèves. Certains considèrent les cultures et les religions étrangères comme un enrichissement, d'autres avant tout comme un problème. Cela concerne particulièrement les personnes issues d'ex-Yougoslavie, constatent les chercheurs.

Par ailleurs, les conflits entre élèves d'origines différentes sont souvent mis simplement sur le compte des différences ethniques et religieuses. Selon l'étude, la situation familiale, le niveau de formation ou la personnalité individuelle des élèves sont des causes trop peu prises en considération.

Les chercheurs relèvent en outre le fait que les directrices et directeurs, de même que le personnel enseignant sont souvent eux-mêmes impliqués dans les processus de différenciation. Mais la plupart sont peu conscients que ces processus peuvent déboucher sur la stigmatisation ou l'exclusion sociale.

En parler en classe. Le groupe de recherche recommande pour cette raison d'accorder plus d'importance à des thématiques comme la xénophobie, la stigmatisation ou la discrimination et d'en parler en classe. Le personnel enseignant ne devrait pas se concentrer uniquement sur les conséquences juridiques du racisme, mais thématiser surtout les implications sociales de ces processus d'ethnicisation et de culturalisation. En outre, il est important pour les chercheurs que les directrices et directeurs prennent conscience que l'image négative de l'islam et des personnes des Balkans peut être véhiculée à l'école. Les élèves musulmans et albanais du Kosovo surtout en font régulièrement les frais.



14.06.2011, Lausanne. Deux groupes de jeunes devant la tour Bel-Air. (© Mélanie Rouiller)

Interview de la professeure Dahinden

«Les musulmanes et les Albanaises sont concernées doublement par le processus de différenciation»

Le groupe de recherche du PNR 58 a pu démontrer que l'égalité des sexes tient lieu d'argument central dans le processus de différenciation entre jeunes. Pourquoi cet élément est-il si dominant? Est-ce un signe de féminisme chez les jeunes? Le fait de critiquer la répartition des rôles dans l'islam profite-t-il aux musulmanes et Albanaises? Janine Dahinden, la professeure responsable du projet du PNR 58, répond à ces questions.

Janine Dahinden, pourquoi l'argument de l'égalité des sexes est-il si présent lors du processus de différenciation?

A mon avis, les jeunes reproduisent les propos des médias et des politiques sur l'égalité des sexes. Ceux-ci affirment souvent que dans notre société, contrairement à d'autres, l'égalité des sexes domine. Ce n'est bien sûr pas le cas, des études le prouvent continuellement. Pourtant, les jeunes utilisent cette image idéale de la société suisse pour se différencier des musulmans et des Albanais. Ils prétendent en bloc que la foi et la culture de ces derniers désavantagent les femmes. C'est aussi l'image véhiculée par quelques médias et certains politiciens.

Le fait d'avoir recours à l'argument des sexes est-il un signe que les jeunes sont sensibilisés à la question des genres?

Pas forcément. Les jeunes Suisses s'engagent peu en faveur de l'égalité des sexes. Bien souvent, ils ont une vision très traditionnelle des relations entre hommes et femmes, ainsi qu'une image désuète du rôle de la femme et de l'homme: dans leur projet de vie, la première est très fortement rattachée à la figure maternelle et à l'éducation des enfants, le second au travail salarié hors de la maison. Les jeunes brandissent cependant l'argument de l'égalité des sexes lorsqu'il s'agit de stigmatiser les autres en tant que minorité. Le recours à cet argument lors de processus de différenciation est paradoxal: les jeunes utilisent en fait une image sexiste de la femme pour montrer aux autres que leur vision de la femme est sexiste.

Les musulmanes et les Albanaises retirent-elles un avantage à ce qu'on prenne parti pour elles lors du processus de différenciation?

C'est sûrement utile pour certaines femmes. Mais cela signifie aussi que les musulmanes et les Albanaises sont concernées par deux processus de différenciation et stigmatisation différents et entremêlés: d'une part elles sont touchées par de forts processus de différenciation, tout comme leurs homologues masculins. D'autre part, notre conception arrêtée de la répartition des rôles dans l'islam et la culture albanaise les place dans une position désagréablement défensive dont elles n'arrivent presque plus à s'affranchir.

Comment est-ce que cela se manifeste?

Je prends un exemple réel: une jeune Albanaise catholique a fait savoir à ses amies de l'école professionnelle qu'elle avait l'intention de se marier. Ses camarades étaient convaincues qu'il s'agissait d'un mariage forcé. Elles n'ont pas écouté la jeune femme, qui expliquait vouloir se marier par amour et parce qu'elle en avait exprimé le souhait. En raison de conceptions figées comme celle-là, des musulmanes et des Albanaises indépendantes et sûres d'elles sont forcées d'endosser le rôle d'opprimées.

Comment les musulmanes et les Albanaises font-elles face au processus de différenciation?

Elles cherchent à présenter leur religion et leur culture de façon positive. Elles insistent par exemple sur le fait qu'elles ne voudraient pas avoir de rapports sexuels avant le mariage, même si elles y étaient autorisées. Plusieurs musulmanes et Albanaises relèvent leurs points communs avec les jeunes Suisses. Elles soulignent qu'elles aussi réalisent un apprentissage, sortent le soir et sont favorables à l'égalité des sexes. Elles essaient ainsi de se placer du côté des Suissesses et des Suisses. Mais ces stratégies ne sont pas toujours couronnées de succès. C'est pourquoi certaines musulmanes ou Albanaises se replient sur elles-mêmes en réaction à la différenciation.

La religion au quotidien

La religion comme aide dans les situations difficiles

Pour les jeunes de Suisse, la religion est importante surtout dans les situations difficiles du quotidien et lorsque se pose la question du sens de la vie.

Par contre, ils définissent rarement leur identité en fonction de leur religion.

La religion joue un rôle secondaire dans la vie quotidienne des jeunes en Suisse, qu'ils soient musulmans ou chrétiens. D'autres sphères de la vie, telles que la famille, les amis, la formation ou le couple, sont plus importantes pour eux.

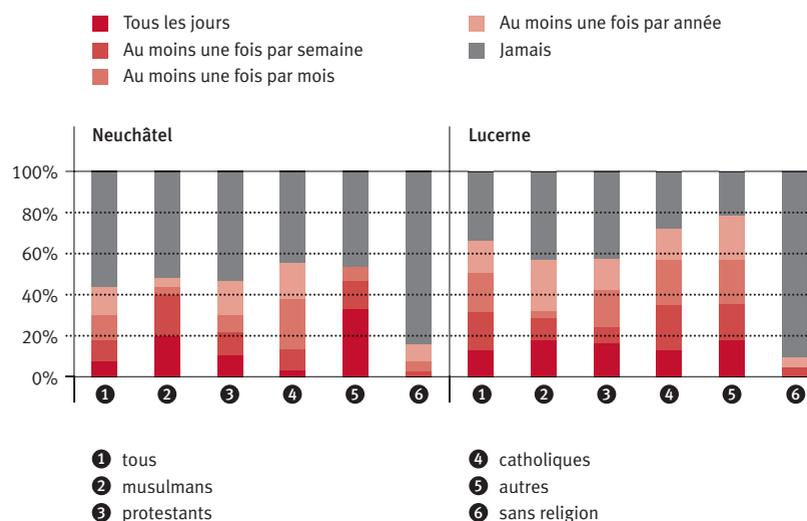
Le sens de la vie. Les jeunes interrogés vivent leur foi de façon individuelle et en dehors des institutions religieuses. Pour la majorité d'entre eux, la religion est une affaire privée qui ne se célèbre pas dans la sphère publique. Elle garde toutefois de la valeur à leurs yeux. Par exemple, beaucoup la jugent essentielle dans les situations difficiles du quotidien ou lorsque se pose la question du sens de la vie. De plus, la religion est pour les jeunes un moyen important pour perpétuer les traditions et avoir le sentiment d'appartenir à une communauté. Plusieurs prévoient notamment de transmettre à leurs enfants leur religion et les rituels religieux comme la prière.

Chez les jeunes, chrétiens ou musulmans, la religiosité est plus ou moins marquée: pour certains elle est importante, d'autres y sont indifférents. Une bonne partie de musulmanes et de musulmans n'estime pas primordial de participer aux rituels à la mosquée ou de porter des symboles religieux tels que le foulard.

Influences extérieures. Comme le montre le projet de recherche, les conditions locales auxquelles les jeunes sont confrontés peuvent influencer leur religiosité. La tradition religieuse prédominante à l'échelon régional joue là un rôle particulier. Dans le canton de Lucerne, la religion est présente dans la vie publique. Les jeunes lui accordent une importance plus grande que ceux de Neuchâtel, canton empreint de laïcité. Les jeunes de Lucerne prient entre autres plus régulièrement que leurs contemporains neuchâtelois (graphique 1).

Cercle d'amis homogène. Dans leur cercle d'amis, les jeunes – qu'ils soient sans confession, protestants, catholiques ou musulmans – comptent principalement des personnes qui appartiennent à la même religion qu'eux. Les réseaux des musulmans sont les plus ouverts: la plupart d'entre eux ont des amis non-musulmans. En revanche, les musulmans sont sous-représentés dans les réseaux de jeunes d'une autre religion. En d'autres termes, beaucoup de non musulmans n'ont pas d'amis musulmans. Selon les chercheuses, la composition des cercles d'amis dépend toutefois aussi d'autres facteurs que la seule religion. La nationalité ou l'appartenance à une classe sociale sont également déterminantes.

Graphique 1: fréquence à laquelle les jeunes prient (Neuchâtel et Lucerne)



Partie III: l'identité et la religiosité des jeunes

L'essentiel

Construire son identité est aujourd'hui plus complexe

Les jeunes doivent relever le défi de trouver leur identité propre dans un environnement toujours plus complexe. La religion a perdu de son importance dans ce cheminement – mais pas pour tous les jeunes.

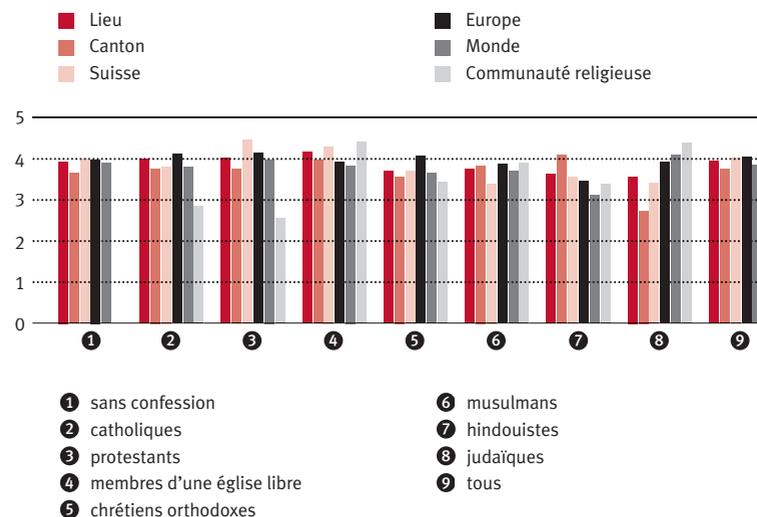
La diversité culturelle et religieuse a rendu la quête identitaire plus complexe pour les jeunes. Ils entrent en contact avec un nombre croissant de groupes, religieux ou pas, et ne construisent plus seulement leur identité en fonction de leur propre origine ethnique, nationale ou religieuse. Selon une étude menée dans le cadre du PNR 58, l'identification avec la communauté religieuse joue dans beaucoup de cas un rôle secondaire (voir encadré). Il est en revanche important pour les jeunes de développer un sentiment d'appartenance à l'Europe et à la Suisse, à leur lieu de vie et au monde dans son ensemble.

Des profils identitaires différents. Ce résultat permet de conclure que l'identité des jeunes est largement sécularisée. Ce n'est toutefois pas le cas pour tous, selon les chercheurs, qui observent de grandes différences en fonction de l'appartenance religieuse des jeunes. Les membres des églises libres, mais aussi les jeunes juifs et musulmans considèrent même la religion comme le facteur d'identification le plus important (graphique 2). La religion est aussi centrale dans l'identité des jeunes hindous et chrétiens orthodoxes.

Selon les résultats de la recherche, les jeunes particulièrement croyants comme les jeunes issus de l'immigration ont une identité religieuse plus prononcée que leurs camarades catholiques et protestants. La religion est un facteur moins important dans la construction identitaire des jeunes chrétiens, qui grandissent dans un environnement traditionnellement chrétien. Pour les membres d'une minorité religieuse au contraire, la religion est un meilleur critère de délimitation.

Charge psychique. Chaque collectivité religieuse a son profil identitaire, qui se compose d'une multitude d'appartenances pondérées de façon différentes (graphique 2). Former sur cette base une identité cohérente est un défi de taille, particulièrement pour les jeunes issus de l'immigration. Le fait de concilier des valeurs et des attentes contradictoires peut induire une charge psychique pour ces jeunes (lire l'interview en page 30).

Graphique 2: à quoi s'identifient les jeunes de différentes religions?



Le projet de recherche «Importance des valeurs et de la religiosité pour les jeunes»

Le groupe de recherche a interrogé 750 jeunes suisses alémaniques âgés de 13 à 16 ans sur leurs valeurs, leurs systèmes d'orientation religieux et leur bien-être. Dans le groupe des personnes interrogées, plusieurs collectivités religieuses étaient présentes. Les données acquises montrent comment la religiosité influence la construction identitaire chez les jeunes et les liens entre identité et santé psychique chez les mêmes jeunes. Ils livrent en outre des éclairages sur les croyances des jeunes appartenant à des religions différentes aussi bien que sur leur ouverture à l'égard des autres croyants et à l'égard d'une société multireligieuse.

Direction du groupe de recherche: Prof. Christoph Morgenthaler, Université de Berne, Prof. Christoph Käßler, Technische Universität (TU) Dortmund

Collaboration: Aristide Peng, Kathrin Brodbeck, Sabine Zehnder, Université de Berne; Taylor Christl, Technische Universität (TU) Dortmund

Contact: christoph.morgenthaler@theol.unibe.ch

Rapport final: www.pnr58.ch → Projets → Jeunes, école et religion



06.05.2011, Lausanne. Graffiti sur le mur du passage entre le pont Chauderon et la Bibliothèque municipale. (© Mélanie Rouiller)

Conceptions religieuses

La majorité des jeunes croit en quelque chose de divin

La plupart des jeunes croient en Dieu ou en quelque chose de divin. Ils repoussent au contraire largement les conceptions ésotériques. Les chercheurs constatent toutefois des différences marquées entre les collectivités religieuses.

Selon l'étude, 20% des jeunes croient avec ferveur en Dieu ou en quelque chose de divin, 15% ne sont pas du tout croyants et les autres se situent entre deux. La grande majorité des jeunes croit donc en quelque chose de supérieur, même si c'est de façon diffuse. Ils sont toutefois sceptiques à l'égard des croyances ésotériques telles que la voyance ou la force curative des pierres.

Les chercheurs ont pu montrer que la plupart des jeunes s'appuient sur des croyances positives et qu'ils repoussent les conceptions liberticides à l'arrière-plan. C'est ainsi que la croyance en une figure telle que celle du diable ou du mauvais esprit trouve peu de consentement – sauf encore parmi les membres des églises libres et parmi les musulmans.

Des différences entre groupes religieux. La religiosité des membres des églises libres est particulièrement frappante. Leur croyance en Dieu et dans les anges, aussi bien que leur pratique religieuse – qui consiste par exemple à prier et se rendre à l'office religieux – est plus forte que celles des jeunes appartenant à d'autres collectivités religieuses. En même temps, ils rejettent de façon plus décidée les croyances qui sont éloignées de leur religion. Les jeunes musulmans, hindous et chrétiens orthodoxes sont aussi plus croyants que leurs camarades. Une explication tient dans le fait qu'ils proviennent souvent de pays où la religion occupe une place importante. La collectivité religieuse leur permet en outre de créer des contacts sociaux et de préserver leur identité ethnique.

Sans surprise, ce sont les jeunes qui n'appartiennent à aucune communauté religieuse qui sont les plus sceptiques à l'égard de toutes les croyances. Chez les jeunes catholiques et protestants aussi, le niveau de croyance est plutôt faible. Les chercheurs ont toutefois pu mettre le doigt sur une différence entre les deux églises nationales: par rapport aux protestants, les catholiques croient plus fortement en Dieu ou en quelque chose de divin et ils sont plus ouverts à l'égard des croyances ésotériques (lire l'interview en page 30).



14.05.2011, Lausanne. Un jeune dans le parc de l'Ecole romande d'art et de communication (Eracom). (© Mélanie Rouiller)

Tolérance religieuse

Les jeunes sont ouverts à l'égard des autres religions

Les jeunes suisses alémaniques ont dans l'ensemble une attitude ouverte à l'égard de la diversité religieuse. Il existe toutefois de grandes différences, qui dépendent du lieu où ils grandissent, de leur éventuel passé migratoire, de leur appartenance religieuse et de leur degré de croyance.

Les jeunes suisses alémaniques sont dans l'ensemble ouverts à une société multireligieuse. Ce constat change toutefois lorsqu'il s'agit d'octroyer des droits concrets aux autres groupes religieux – par exemple sous la forme de lieu de réunion ou de prière. Ce sont surtout les jeunes issus de l'immigration et appartenant à une minorité religieuse qui souhaitent que chacun puisse pratiquer sa religion comme les traditions respectives le prévoient.

Les jeunes chrétiennes et chrétiens se montrent plus réservés sur cette question. Les membres des églises libres et les chrétiens orthodoxes en particulier estiment que le christianisme doit être la religion modèle. Rodrigo, un jeune et fervent catholique, explique ainsi: «Je n'ai rien contre le fait qu'il y ait d'autres religions, mais je trouve qu'il faut aussi s'adapter un peu et ne pas critiquer les autres.»

«Je n'ai rien contre le fait qu'il y ait d'autres religions, mais je trouve qu'il faut aussi s'adapter un peu et ne pas critiquer les autres.»

Rodrigo, 16 ans (le groupe de recherche a changé le nom)

Les jeunes croyants particulièrement tolérants. Les chercheurs ont pu montrer que les jeunes très croyants sont particulièrement ouverts à l'égard des autres religions. Ils voient la diversité religieuse en Suisse d'un bon œil et ils plaident plus fortement que les non croyants en faveur de l'existence de lieux de réunion et de prière pour toutes les collectivités religieuses.

La tolérance religieuse dépend en outre du lieu de vie des jeunes. La tolérance à l'égard des autres confessions est beaucoup plus grande à la ville qu'à la campagne (voir l'interview en page 30).

Interview de la chercheuse Sabine Zehnder Des différences significatives entre les jeunes

L'enquête sur l'identité et la religiosité des jeunes suisses alémaniques a conduit à des résultats étonnants et a révélé des différences marquées entre les groupements religieux. Sabine Zehnder, chercheuse à l'Université de Berne et membre du groupe de recherche du PNR 58, les évoque.

Sabine Zehnder, selon les résultats de votre groupe de recherche, les jeunes en Suisse s'identifient aujourd'hui plus fortement avec l'Europe qu'avec le lieu où ils résident. Comment expliquer cela?

Je pense que cela s'explique par le fait que les jeunes ont grandi dans une société devenue plurielle. Ce qui paraissait éloigné, par exemple l'Europe, s'est aujourd'hui rapproché. Les jeunes d'aujourd'hui ont une vision plus large que la génération précédente. Mais la construction de l'identité est aussi devenue plus complexe, car les choix qui s'offrent à eux sont beaucoup plus nombreux.

Comment les jeunes s'y prennent-ils?

Ce n'est pas simple. Ils ont besoin de ressources extérieures, mais aussi de ressources personnelles. Développer son identité, la renforcer, signifie aussi être soi-même et se percevoir comme une personne cohérente. Cette dimension est particulièrement délicate lorsque les jeunes grandissent dans des mondes différents, par exemple si les règles de l'école sont autres que celles de la maison ou du cercle d'amis. Les jeunes issus de l'immigration sont souvent confrontés à cela. Construire son identité dans ces conditions est un défi de taille et peut conduire à des problèmes psychiques.

Comment ces problèmes se manifestent-ils?

Nous avons constaté plus de problèmes émotionnels, plus de difficultés avec les camarades et plus de peurs, jusqu'à des pensées suicidaires, chez les jeunes pour qui la construction identitaire est difficile. Mais il est important de préciser que nous parlons de valeurs moyennes. On ne peut donc pas dire que tous les jeunes issus de l'immigration ont des problèmes psychiques.

Pourquoi la religion est-elle peu importante aujourd'hui dans la construction de l'identité?

L'appartenance religieuse joue dans les faits un rôle secondaire pour un grand nombre de jeunes. Il y a toutefois de grandes différences entre les groupements religieux. La religion est un pilier très important de l'identité des jeunes musulmans, juifs et hindous, mais aussi des jeunes membres des églises libres.

Comment expliquez-vous ces différences?

Les jeunes dont je viens de parler appartiennent à des minorités religieuses en Suisse. Ils se différencient de la société majoritaire au niveau religieux et se considèrent comme autres. La religion est donc importante pour leur compréhension de soi. Pour les jeunes issus de l'immigration, s'ajoute le fait que les collectivités religieuses sont importantes pour créer des contacts dans le pays d'accueil.

Vous avez en outre pu montrer que les jeunes catholiques sont plus croyants que les jeunes protestants. Comment cela se fait-il?

Les catholiques se sentent plus liés à l'institution ecclésiastique que les protestants. Ce lien institutionnel a sans doute des conséquences sur la religiosité des individus. Il y a aussi l'hypothèse de la socialisation religieuse, selon laquelle la religiosité d'une personne dépend de son degré d'intégration dans la tradition religieuse durant l'enfance. L'Eglise catholique offre plus de possibilités. Les enfants et les jeunes peuvent y être par exemple servants de messe.

Parlons de la tolérance: quel est le degré d'ouverture des jeunes à l'égard des religions étrangères?

La moitié des jeunes interrogés est de l'avis que toutes les religions ont la même valeur. Un autre quart accorde une préférence à sa religion, mais trouve simultanément que chaque confession doit être respectée. Au final, on peut donc dire que trois quart des jeunes sont tolérants du point de vue religieux.

Le groupe de recherche de la professeure Janine Dahinden a toutefois montré que les musulmans étaient souvent exclus. Comment vos résultats peuvent-ils s'accorder avec cela?

Nos interviews ont cherché à connaître la position des jeunes et montré qu'une majorité d'entre eux sont ouverts à l'égard des autres groupes religieux. La question de savoir comment les jeunes se comportent effectivement dans la cour de récréation est une autre question. Le comportement et l'opinion d'un être humain ne sont pas toujours en accord.

Les jeunes croyants sont particulièrement ouverts à l'égard de leurs camarades d'une autre religion. Comment expliquez-vous cela?

Les jeunes croyants vivent la religion comme quelque chose de positif. Ils ne pensent pas que leur confession est la seule valable, mais ils reconnaissent que les membres d'autres groupes religieux peuvent aussi faire cette expérience positive. A cela s'ajoute le fait que les jeunes croyants veulent vivre leur religion librement: c'est précisément pour cela qu'ils veulent accorder ce droit aux autres collectivités religieuses.

De façon intéressante, les jeunes urbains sont plus tolérants que les jeunes ruraux...

Il existe plusieurs explications à ce clivage entre ville et campagne. D'abord le fait que les minorités religieuses sont surtout présentes en milieu urbain joue certainement un rôle. Les jeunes qui leur appartiennent se déclarent en faveur de droits pour tous les groupes religieux parce qu'ils en ont eux-mêmes besoin. En outre, les jeunes urbains appartenant à la religion majoritaire entrent plus souvent en contact avec les minorités que leurs camarades de la campagne. Le contact personnel rend l'autre moins étranger et conduit à une tolérance plus grande.

On attend des jeunes issus de l'immigration qu'ils s'adaptent et qu'ils s'intègrent dans la société suisse. Est-ce que la religion leur met des bâtons dans les roues?

Si la religion conduit les jeunes à s'isoler et à ne fréquenter que des membres de leur groupe religieux, c'est certainement défavorable. Mais la religiosité peut aussi avoir un effet positif. La foi et la communauté peuvent être des ressources importantes, justement dans des situations de migration, qui peuvent renforcer l'estime de soi et faciliter les contacts sociaux. De telles ressources peuvent aider les jeunes à relever le défi de l'intégration. On ne peut donc pas dire de façon définitive qu'une forte religiosité rend l'intégration difficile.

Qu'est-ce que les écoles, les autorités et les communautés religieuses peuvent entreprendre pour promouvoir la tolérance?

Des lieux de rencontre sont nécessaires, pour que les jeunes de confessions différentes puissent échanger. Il est important que les jeunes puissent aborder les problèmes directement.



06.05.2011, Lausanne. Graffiti sur la passerelle menant à l'Ecole romande d'art et de communication (Eracom). (© Mélanie Rouiller)

Partie IV: jeunesse, religion et migration

Vue d'ensemble

Les jeunes et la religion, une nouvelle relation

Les enfants issus de l'immigration inventent leur propre manière de vivre leur religion et leur culture. Ils gèrent leur appartenance religieuse de manière flexible et lui accordent une signification différente en fonction des situations.

Les jeunes immigrés de deuxième génération en Suisse cherchent à vivre leur religion d'une façon qui leur convienne, comme les chercheurs du PNR 58 ont pu le montrer. Pour certains jeunes, la religion ne joue aucun rôle, tandis que d'autres veulent perpétuer les traditions de leurs parents. Enver, 19 ans, fait partie de ceux-ci. Il respecte scrupuleusement les préceptes religieux et affirme: «Tout ce que Dieu nous a interdit est mauvais pour l'être humain. Par exemple, boire de l'alcool, prendre des drogues, aller dans des clubs échangistes.»

«Tout ce que Dieu nous a interdit est mauvais pour l'être humain. Par exemple, boire de l'alcool, prendre des drogues, aller dans des clubs échangistes.»

Enver, 19 ans (le groupe de recherche a changé tous les noms)

A l'inverse, des garçons et des filles rejettent les règles religieuses strictes. Parmi eux, Salia 16 ans, se montre globalement sceptique vis-à-vis de la religion et estime: «C'est dommage que la religion profite de son autorité pour n'importe quel précepte. Je pense par exemple au mariage. Je trouve en fait un peu bizarre que l'on doive payer pour ça.»

«C'est dommage que la religion profite de son autorité pour n'importe quel événement. Je pense par exemple au mariage. Je trouve en fait un peu bizarre que l'on doive payer pour ça.»

Salia, 16 ans

Pour d'autres c'est seulement une fois arrivés à l'adolescence qu'ils désirent en savoir plus sur la culture et la religion de leurs parents. Selon les chercheurs, ce nouvel intérêt fait souvent suite à une phase d'adaptation à la société suisse.

Nouvelle relation avec la religion. Outre la famille, ce sont les amis, les institutions religieuses ou les médias qui peuvent influencer la relation des jeunes avec la religion. Quelle que soit la manière dont les jeunes gèrent la religion, il s'agit en

tous les cas d'un acte créatif. Ainsi, Zaïda, 17 ans, trouve des moyens de se sentir à la fois musulmane et européenne: «Parfois, on ne croit pas que je suis musulmane. Quand par exemple j'explique que ne je ne mange pas de porc, parce que je suis musulmane, les gens disent: vraiment? Mais tu es tout à fait normale, sans le foulard et tout ça. Dans ce cas je réponds: je suis européenne!»

«Parfois, on ne croit pas que je suis musulmane. Quand par exemple j'explique que je ne mange pas de porc, parce que je suis musulmane, les gens disent: vraiment? Mais tu es tout à fait normale, sans le foulard et tout ça. Dans ce cas je réponds: je suis européenne!»

Zaïda, 17 ans

Une religion en fonction des situations. Pour les jeunes, appartenir à un groupe est important. C'est pourquoi ils mettent l'accent sur un aspect différent de leur identité en fonction des situations. L'exemple des secundos albanais catholiques l'illustre parfaitement. Ce groupe représente d'un côté une minorité au sein de la diaspora albanaise, et de l'autre il appartient à la majorité chrétienne de Suisse. Ainsi, ces jeunes se montrent discrets sur leur appartenance religieuse chrétienne parmi leurs camarades albanais qui sont pour la plupart musulmans. Mais dans d'autres situations, ils trouvent important que les gens sachent qu'en Suisse beaucoup de jeunes albanais sont catholiques.

Projet de recherche «Migration et religion: quelles perspectives pour les enfants et les adolescents en Suisse?»

Les chercheurs ont interrogé des enfants et des adolescents à l'école et au sein de leur famille. Lors de l'enquête dans la famille, ils se sont concentrés sur les jeunes dont les parents ont immigré en Suisse depuis l'Asie du Sud (Inde, Pakistan et Sri Lanka) ou le Sud-Est de l'Europe (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Croatie, Macédoine et Serbie). Les chercheurs ont mené des discussions de groupe avec les jeunes. En plus, ils ont interviewé des parents et des personnes clés issues des communautés religieuses.

Direction: Prof. Christian Giordano, Université de Fribourg

Equipe de recherche: Dr Brigit Allenbach, Dr Pascale Herzig, Monika Müller, Université de Fribourg

Contact: brigit.allenbach@unifr.ch, pascale.herzig@unifr.ch

Rapport final: www.pnr58.ch → Projets → Les jeunes, l'école et la religion

Stratégies d'adaptation

Les enfants d'immigrés se cherchent une appartenance

Les enfants issus de l'immigration développent diverses stratégies afin d'accorder leurs appartenances multiples aux circonstances de la vie en Suisse.

L'exemple des jeunes dont les parents ont migré du Sud-Est de l'Europe et de l'Asie du Sud en Suisse l'illustre bien.

L'islam est souvent perçu en Suisse comme une religion étrangère. C'est pourquoi les jeunes musulmans dont les parents ont migré du Sud-Est de l'Europe en Suisse ont en partie des difficultés à trouver leur place dans la société suisse. Les chercheurs ont pu montrer qu'en réaction aux actes d'exclusion et de xénophobie, les jeunes musulmans développent des stratégies pour avoir le sentiment d'appartenir aussi bien à la Suisse qu'à la culture et à la religion de leurs parents.

Le foulard comme signe de respect. Les jeunes musulmanes et musulmans sont souvent contraints dans leur quotidien de combattre les préjugés à leur égard. Leurs camarades assimilent l'islam à des règles religieuses strictes et considèrent en particulier la relation entre homme et femme d'un œil critique. La réaction des jeunes musulmans face à ces préjugés est d'affirmer que dans l'islam les femmes et les hommes sont égaux. C'est ce qu'explique Blerim, 18 ans: «Beaucoup de gens disent que dans l'islam la femme vaut moins que l'homme. Mais en fait l'islam nous apprend que l'homme et la femme sont égaux.»

«Beaucoup de gens disent que dans l'islam la femme vaut moins que l'homme. Mais en fait l'islam nous apprend que l'homme et la femme sont égaux.»

Blerim, 18 ans

Beaucoup de jeunes musulmans considèrent également le foulard non pas comme un signe d'oppression mais plus comme l'expression d'un respect mutuel entre homme et femme. Ce type d'interprétations permet aux jeunes musulmans d'accorder leur religion aux conditions de vie de la Suisse et d'avoir le sentiment d'appartenir aux deux mondes.

Redéfinition des critères de mariage. Les jeunes d'Asie du Sud (Inde, Pakistan et Sri Lanka) sont aussi confrontés à des préjugés. Dans leur cas, il s'agit des mariages arrangés, perçus en Suisse comme problématiques. Comme leurs camarades musulmans, les jeunes d'Asie du Sud essaient à la fois de défendre leur culture, y compris les mariages arrangés, et en même temps de l'interpréter à leur manière. Ils évaluent ainsi les critères de mariage de leurs parents, comme l'appartenance

religieuse et aux castes ou l'ethnicité, en fonction de leurs besoins. Ils cherchent à avoir le droit d'épouser une ou un partenaire qui partage des valeurs semblables. Pour la plupart des jeunes, il s'agit de quelqu'un avec la même origine ethnique mais qui, comme eux, a grandi en Europe. Ils ne veulent pas se marier avec une personne envoyée d'Asie du Sud en Suisse car ils pensent que cela fait une différence suivant où la personne a grandi.

Beaucoup d'adolescents émettent explicitement le souhait de choisir eux-mêmes leur futur partenaire, tandis que pour les enfants, le mariage est encore loin. Dilip, 12 ans, pense par exemple que ses parents le connaissent bien et qu'ils sauront donc lui trouver la femme qui lui convient: «Pour moi, le mieux c'est si ma maman me dit laquelle je dois épouser.»

«Pour moi, le mieux c'est si ma maman me dit laquelle je dois épouser.»

Dilip, 12 ans

Les jeunes qui aimeraient bien avoir une relation, ou qui en ont déjà eu une, sont par contre directement confrontés à la question du mariage. Ceux qui s'opposent aux critères de mariage de leurs parents et fréquentent une Suissesse ou un Suisse sont rares. Danoshan, 16 ans, ne veut en aucun cas épouser une Tamoule: «Tout me va du moment que ce n'est pas une Tamoule. Sinon, c'est égal quoi. Simplement, je ne préfère pas une Tamoule à cause de la religion. Ma religion ne me plaît pas trop.»

«Tout me va du moment que ce n'est pas une Tamoule. Sinon, c'est égal quoi. Simplement, je ne préfère pas une Tamoule à cause de la religion. Ma religion ne me plaît pas trop.»

Danoshan, 16 ans



03.06.2011, Lausanne. Deux femmes musulmanes à la fête foraine Luna Park. (© Mélanie Rouiller)

Religion et formation

Le succès dans la formation et le travail est primordial

Les immigrés souhaitent à leurs enfants un avenir radieux et il leur tient à cœur qu'ils puissent suivre une bonne formation.

Selon les chercheurs, les immigrés souhaitent souvent que leurs enfants aillent mieux un jour. Sami, étudiant de 21 ans, dont les parents ont immigré de Macédoine en Suisse témoigne: «Tout ce que je suis aujourd'hui, je le dois à mes parents. Mon père n'est pas un savant mais quand il a amené sa famille ici, il savait que ses fils devaient prendre un autre chemin.»

«Tout ce que je suis aujourd'hui, je le dois à mes parents. Mon père n'est pas un savant mais quand il a amené sa famille ici, il savait que ses fils devaient prendre un autre chemin.»

Sami, 21 ans

Les parents d'Asie du Sud aspirent souvent à une formation universitaire pour leurs enfants. Ils espèrent que leurs enfants pourront bénéficier d'une ascension sociale grâce au diplôme universitaire. Les parents musulmans aussi veulent que leurs enfants soient bons à l'école. La religion ne devrait pas leur mettre des bâtons dans les roues, comme le montre l'exemple de Zlata, 17 ans: «Mes parents ne veulent pas que je suive le jeûne du ramadan quand j'ai l'école. Ils disent: ce n'est pas bien pour toi. Tu ne vas pas tenir. Tu dois aller à l'école, tu dois travailler! Mais moi je le veux. J'ai donc proposé de ne jeûner que le week-end.»

«Mes parents ne veulent pas que je suive le jeûne du ramadan quand j'ai l'école. Mais moi je le veux. J'ai donc proposé de ne jeûner que le week-end.»

Zlata, 17 ans

Comme leurs parents, beaucoup de jeunes ne souhaitent rien d'autre que terminer leur formation avec succès et apprendre un métier convenable. Fatlinda, 16 ans, désigne même une bonne formation comme le sens de la vie: «Le sens de la vie c'est de réaliser de bonnes actions, bien se former et de bien pratiquer l'islam pour que je puisse plus tard aller au ciel.»

«Le sens de la vie c'est de réaliser de bonnes actions, bien se former et de bien pratiquer l'islam pour que je puisse plus tard aller au ciel.»

Fatlinda, 16 ans

Recommandations

Soutenir les jeunes de manière ciblée

Les chercheurs recommandent aux écoles et aux autorités de faciliter, entre autres, l'accès à l'information sur les religions. Une mesure importante aussi bien pour les enseignants que pour les jeunes, pour se faire une idée différenciée de la religion.

Les chercheurs émettent des recommandations pour les écoles et les autorités qui visent une gestion différenciée de la religion et de la migration et un soutien ciblé aux jeunes.

Tout d'abord, ils recommandent aux hautes écoles pédagogiques d'intégrer divers profils de jeunes dans la formation des enseignantes et enseignants. Ce complément devrait montrer aux enseignants en formation à quel point les enfants et les jeunes gèrent la religion de manière individuelle et différenciée.

Pour les autorités, les chercheurs recommandent de travailler sur des concepts qui permettent de faciliter l'accès des jeunes à différentes informations sur la religion. A cette fin, ils accordent beaucoup d'importance à Internet. Ils argumentent avec le fait qu'aussi bien les islamistes que ceux qui sont contre l'islam utilisent intensivement ce média, tandis qu'il manque des plateformes d'information qui parlent aux jeunes et qui sont disponibles dans une langue nationale suisse. Afin que les enfants issus de l'immigration puissent accorder la religion des parents avec les conditions de vie en Suisse, il est important que des informations sur la religion et la culture des parents puissent être actualisées dans une langue nationale.

Le groupe de recherche recommande encore aux autorités de plus investir dans l'encadrement des parents. Ce sont souvent les parents dont les enfants ont besoin d'aide qui ne connaissent pas les programmes de soutien ou qui ne leur font pas assez confiance.

Enfin, selon les chercheurs, l'encadrement des jeunes joue également un rôle important. Les loisirs qui aident à briser les frontières entre les jeunes de différentes régions et origines devraient être encouragés.



13.06.2011, Bulle. Des jeunes au skatepark. (© Mélanie Rouiller)

Le PNR 58 en bref

Le Programme national de recherche «Collectivités religieuses, Etat et société» (PNR 58) est un programme de recherche orientée du Fonds national suisse de la recherche scientifique. Son objectif est de pallier le manque d'informations scientifiques dont disposent la Confédération et les cantons sur les collectivités religieuses présentes aujourd'hui en Suisse et sur leur rapport à l'Etat ou à la société.

Le Conseil fédéral a approuvé le lancement du PNR 58 le 2 décembre 2005. A partir de 2007, 28 groupes de recherches ont débuté leurs travaux, souvent sous le signe de la pluridisciplinarité. Les projets seront terminés en 2011.

Le PNR 58 est doté d'un budget total de 10 millions de francs.

Président: Prof. Christoph Bochinger (christoph.bochinger@uni-bayreuth.de)

Coordinateur: Dr Christian Mottas (cmottas@snf.ch)

Chargée de valorisation: Almut Bonhage (almut.bonhage@bonhage.ch)

www.pnr58.ch

www.fns.ch

Impressum

PNR 58, cahier thématique III, juin 2011

Conception et rédaction: Xavier Pilloud, Myriam Käser,

Sarah Camenisch – Bonhage PR AG

Design et mise en page: Senger und Partner GmbH

Photographies: Mélanie Rouiller

Production: Jordi SA – le spécialiste média, CH-3123 Belp



FONDS NATIONAL SUISSE
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE